



BUDGET SUPPLEMENTAIRE Intervention de Mounir Satouri

Après ces six premiers mois de mandature, nous avons bien noté que vous avez égrainé les pages de votre programme de 2015 et tenté, tant bien que mal de les transposer en dispositifs.

D'ailleurs, lorsque ce n'était pas possible, vous nous avez gratifié de rapports qui vous "mandataient à..." sans aucune portée opérationnelle.

Si nous attendons encore de voir à qui va profiter votre politique régionale, nous avons au moins la certitude de savoir à qui elle ne va pas profiter.

Ce budget supplémentaire aurait pu être l'occasion pour vous, Madame la Présidente, de rectifier certains choix que vous avez faits en début de cette année et qui ont un impact dangereux sur certains sujets.

Nous commençons à constater à travers les remontées des actrices et acteurs de terrain les premiers dégâts.

Je ne vais pas en égrainer ici l'ensemble des structures et donc des politiques publiques mises à mal.

Permettez toutefois de regretter à nouveau, qu'après la COP21 et la prétendue prise de conscience de votre famille politique de l'urgence climatique et environnementale, tous les budgets liés à l'agriculture biologique, à la biodiversité, à la préservation des espaces naturels et agricoles, à l'efficacité énergétique.. ont subi des coupes sombres. Egalement ceux qui garantissent le lien social et la solidarité entre les Franciliennes et les Franciliens : logement social, aides aux plus démunis, accompagnement des structures culturelles et économiques innovantes, emplois d'insertion environnement, animation démocratique...

Je ne vais pas avoir le temps de tous les lister, malheureusement, cette liste est longue. Nous, écologistes, voyons bien que vos orientations tendent à transformer notre institution en entreprise rentable et « compétitive économiquement », qui sacralise le « rayonnement » au détriment de l'exemplarité.

Permettez que nous soyons radicalement opposés à cette vision que nous savons rétrograde...

Rétrograde parce qu'elle s'appuie sur des concepts économiques du milieu du 20ème siècle qui considèrent que la croissance économique est infinie. Une croissance infini dans un monde fini...

C'est dans ce non sens écologique et économique qui nous enfonce chaque jour un peu plus dans les crises économiques, sociales et écologiques.

Une politique publique qui se mesure sur un plan comptable, un « Profits and lost » si cher aux contrôleurs de gestion qui manient les chiffres des entreprises en oubliant l'humain pour du court-terme se fait inévitablement au détriment du bien être des populations et au profit des puissants... tout en oubliant l'environnement et la planète.



Ceci conduit à une augmentation de la pauvreté, un recul de la solidarité. Le dernier rapport de l'INSEE confirme ce constat : la pauvreté progresse en France, 4,9 millions de pauvres, tandis que les profits des entreprises financières ne cessent de croître, les résultats des grands groupes pour l'année 2015 ont affiché des profits records....

Où est le sens de tout cela ? Quand va se terminer la fable qui hypnotise tout le monde ? Cette fable sur laquelle s'appuie votre famille politique et plus généralement les convaincus de la croissance économique et qui continue à faire croire qu'il faut aider les grandes entreprises pour qu'elles redistribuent leurs richesses sur les pauvres ?

La politique doit se remplir d'intentions pour défricher et tracer des voies viables pour le long terme.

D'intentions pour la solidarité entre les individus et les peuples, d'intentions pour le bien commun et le développement de toutes et tous, d'intentions pour orienter nos sociétés vers de nouveaux modèles de fonctionnement.

En inscrivant votre politique dans la concentration des aides aux grandes structures, en appuyant essentiellement vos politiques sur les têtes de réseaux, vous mettez en œuvre une organisation centralisée régionale qui, inévitablement, sera déconnectée des habitantes et des habitants.

Ce budget supplémentaire aurait pu être une prise de conscience mais il confirme ce que beaucoup de Franciliennes et de Franciliens redoutent :

La Région Ile-de-France solidaire et exemplaire écologiquement, c'est terminé. Place à la Région Ile-de-France de la finance coûte que coûte... et tant pis pour les pauvres et l'environnement.